

N° 041/CA du Répertoire

N° 99-51/CA du greffe

Arrêt du 08 août 2002

AFFAIRE : ALOHOUTADE DOFONHEVI

C/

M. I. S. A. T.

REPUBLIQUE DU BENIN**AU NOM DU PEUPLE BENINOIS****COUR SUPREME****CHAMBRE ADMINISTRATIVE**

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 1^{er} avril 1999, enregistrée au Greffe de la Cour Suprême le 08 avril 1999 sous le numéro 321/GCS par laquelle Monsieur Alohoutadé DOFONHEVI, Commissaire de Police en retraite, BP 1764 Cotonou, sollicite l'annulation du décret n° 98-375 du 11 septembre 1998 portant reclassement et avancement des Commissaires de police ;

Vu la correspondance n° 0142/GCS du 17 janvier 2000 par laquelle la requête introductive d'instance, le mémoire ampliatif ainsi que toutes les pièces y annexées ont été communiqués, pour ses observations, au Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Administration Territoriale (MISAT) ;

Vu la Mise en demeure n° 783/GCS du 27 mars 2000 adressée au MISAT et restée sans suite ;

Vu la consignation constatée par reçu n° 1498 du 21 juin 1998 ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Vu la loi n° 86-013 du 26 février 1986 portant Statut général des Agents Permanents de l'Etat ;

Vu la Loi n° 93-010- du 10 août 1997 portant Statut spécial des corps des personnels de la police nationale ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Toutes les parties ayant été régulièrement informées des jour et heure de l'audience du 08 août 2002 ;

BE = 2000^F

Enregistré à Cotonou le 09/05/03

Fo 22 Case 1754-1

Reçu Deux mille francs

L'Inspecteur de l'Enregistrement

Handwritten signature: Elisabeth Gour

Notifié L/m's 1488-1482/GCS du 07/04/2004
PG-CS L/m's 1509/GCS du 07/04/2004

Handwritten note: Vu et

Handwritten mark: J

Où le Conseiller **Samson DOSSOUMON** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Raoul Hector OUENDO** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

EN LA FORME

Considérant que l'acte attaqué est du 11 septembre 1998 ; le recours préalable du 09 octobre 1998 ; que le recours contentieux du 1^{er} avril 1999 ayant été introduit au delà du délai légal, il est forclos ;

PAR CES MOTIFS,

DECIDE :

Article 1^{er} : La requête du sieur DOFONHEVI Alohoutadé en date du 1^{er} avril 1999 est irrecevable pour cause de forclusion

Article 2 : Notification du présent arrêt sera faite aux parties ainsi qu'au Procureur Général près la Cour Suprême

Article 3 : Les dépens sont mis à la charge du requérant.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de Messieurs :

Samson DOSSOUMON, Conseiller à la Chambre Administrative

PRESIDENT:

Emile TAKIN

et

Bernadette HOUNDEKANDJI épouse CODJOVI

CONSEILLERS.

Et prononcé à l'audience publique du jeudi huit août deux mille deux, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Raoul Hector OUENDO

MINISTERE PUBLIC;

Et de Maître Irène Olga AÏTCHEDJI

GREFFIER.

Et ont signé

Le Président,



Le Greffier,



1. *Chlorophyll a* (Chl a)

2. *Chlorophyll b* (Chl b)

